

Vivre ensemble ASTI : sondage auprès des travailleurs frontaliers en janvier 2020

Carte blanche Charles Margue

Le sondage réalisé en janvier 2020, donc bien avant la crise du coronavirus actuelle, nous éclaire sur la relation qu'entretiennent les quelque **200.000 travailleurs frontaliers** avec le Luxembourg et les femmes et les hommes qu'ils y côtoient. Le nombre de frontaliers n'a cessé de monter depuis 20 ans : de 84.000 en 2000 à 150.000 en 2010 pour dépasser les 200.000 de nos jours.

Actuellement ils représentent **46% de la main d'œuvre du pays**, près de la moitié donc et la tendance était à la croissance continue ; la crise du coronavirus changera peut-être la donne avec la perspective d'une remontée du chômage.

Les frontaliers viennent de nos **3 pays voisins**, la moitié de France et un quart respectivement d'Allemagne et de Belgique ; cette répartition n'a en fait jamais sensiblement évolué.

Le Luxembourg accueille ainsi des personnes traversant les frontières quotidiennement qui ont 2 langues maternelles différentes (l'allemand et le français), qui sont issues de 3 sphères culturelles distinctes et qui appartiennent à 5 communautés régionales.

Rappelons aussi que le nombre de résidents du Luxembourg est en forte croissance permanente grâce à une immigration soutenue et que la moitié de la population n'est pas luxembourgeoise ; la multiculturalité, **l'internationalité**, est un fait et une des caractéristiques majeures du Luxembourg.

Ce sondage a d'abord le grand mérite d'exister et de documenter maintes hypothèses d'analystes ; il nous éclaire sur **le ressenti des frontaliers envers le Luxembourg et de ses habitants**, question jusqu'à présent très spéculative faute de données.

A la base le frontalier a une raison compréhensible et légitime pour venir au Luxembourg, il a besoin d'un travail, d'un revenu pour vivre et nourrir sa famille.

La situation géographique et économique de la **Grande Région** fait que la **Luxembourg en est le centre** et a la plus forte attractivité en termes d'emplois : l'économie restait en forte croissance avant la crise du Covid19 et le Luxembourg a un fort besoin de main d'œuvre qualifiée et peu qualifiée qu'il ne trouve plus en nombre suffisant parmi les résidents ; le niveau des salaires est

bien plus élevé au Luxembourg, différentiel à l'origine de bien des tensions avec les régions voisines qui déplorent la pénurie de personnes qualifiées dans certains secteurs, notamment celui des soins de santé.

La relation au départ du frontalier avec le Luxembourg est donc utilitaire, c'est plutôt un mariage de raison que d'amour – c'était la conclusion d'une longue discussion que j'avais eu au travail il y a quelques années avec une collègue frontalière à ce sujet.

Le ressenti des frontaliers par rapport au Luxembourg, s'il est sur certains aspects critique, est fondamentalement positif, soulignons ce résultat.

Les contacts avec les résidents sont fréquents pour plus de 80% des sondés, un peu plus au niveau professionnel, un peu moins au niveau privé. Si effectivement ces contacts sont plus nombreux avec des résidents étrangers qu'avec des résidents luxembourgeois, c'est que la population au travail est ainsi structurée : en effet **sur 4 salariés au Luxembourg, seul 1 est de nationalité luxembourgeoise**.

Que les nouveaux frontaliers, donc plutôt plus jeunes se sentent moins d'attaches avec le Luxembourg, est parfaitement compréhensible ; ils sont à un moment charnier de leur vie marquée par des incertitudes normales à leur âge, s'y ajoute un avenir incertain.

Le focus de leur vie est donc ainsi plus autocentré, par ailleurs le sondage auprès des résidents a également révélé un enracinement moindre de ces jeunes générations par rapport à leur localité et commune de résidence.

Le ressenti positif des frontaliers s'explique par leur bien-être au travail et le fait de se sentir bienvenu, de plus ils apprécient énormément le caractère international du Luxembourg.

Un dernier point à remarquer :

84% des personnes interrogées sont d'avis que **le Luxembourg traite correctement les travailleurs frontaliers au niveau de leurs droits**. Au-delà des justes revendications d'égalité de traitement de tous les travailleurs, il n'est pas anodin de constater que nos voisins que nous accueillons au quotidien se sentent correctement traités ; c'est un bon indicateur du vivre ensemble.

Charles Margue